L'Agriculture Drômoise - N°2572 - jeudi 8 septembre 2022

L'Agriculture Drômoise - N°2572 - jeudi 8 septembre 2022

Prédation

Face au loup, la santé des éleveurs est en perdition

« *Touchés par la pression de la prédation de plus en plus forte, les éleveurs sont fortement impactés d'un point de vue psychologique, au-delà de la diminution de leurs cheptels et des répercussions économiques des attaques. Quelles sont les conséquences sur la santé des éleveurs et des bergers ? Éléments d'analyses à l'aide d'études et de témoignages.* »

Dans les zones de haute et moyenne montagne mais également en plaine, la prédation du loup sur les troupeaux se renforce, mettant les élevages en grande difficulté. Certains éleveurs ou bergers ont déjà évoqué l'idée d'arrêter ce métier de passion (lire en page 5), et ce pour plusieurs raisons : non seulement, la prédation met en jeu la sécurité financière des exploitations agricoles, mais elle a aussi un impact fort sur la santé des éleveurs et de leurs familles. C'est ce qu'ont tenté de démontrer Frédéric Nicolas et Antoine Doré, deux scientifiques du laboratoire Agroécologie, innovations et territoires (Agir) du centre Inrae Occitanie-Toulouse, dans une étude financée par la MSA entre 2019 et 2021 et intitulée « *Étude socio-anthropologique sur les effets de la présence du loup sur la santé des éleveurs et bergers* ». Après deux ans de recherches, le duo de sociologues a mis en lumière le lien entre santé des éleveurs et stress dû aux évolutions des conditions de travail dans un contexte de prédation. L'étude rappelle la réapparition officielle du loup en France, et plus précisément dans le Mercantour en 1992, « *entraînant une pression de la prédation importante sur l'élevage extensif, notamment l'élevage pastoral ovin* ».

La prédation pèse sur le moral

Depuis, les attaques sur les troupeaux sont en perpétuelle croissance et la présence lupine devient un véritable fléau pour l'activité des éleveurs. Malgré l'instauration du Plan loup, les exploitants agricoles sont épuisés : entre surmenage et angoisse, sentiment d'être

Les attaques sur les troupeaux sont en perpétuelle croissance et **la présence lupine devient un véritable fléau pour l'activité des éleveurs.** ©Archives AD

incompris et d'être seul, les facteurs sur leur santé sont réels. « *Dans les territoires où le loup est présent depuis plusieurs années voire plusieurs décennies, les éleveurs et bergers, notamment parmi ceux qui ne subissent pas de grosses attaques, peuvent ne plus réagir aussi fortement aux attaques qu'ils pouvaient le faire par le passé. Une certaine routine ou habitude peut s'installer au bout de quatre à cinq ans, et les attaques deviennent normales, au point de faire partie d'une routine de galères. Cela ne veut pas dire qu'ils n'en souffrent pas* », précisent les deux chercheurs. La non-reconnaissance par les pouvoirs publics parfois ressentie, l'ignorance des autres usagers de la nature et les difficultés qui en découlent, notamment avec les chiens de protection, sont tout autant d'effets indirects de la prédation qui pèsent sur l'état psychologique des éleveurs ou des bergers. « *Ne pas être reconnu comme victime s'ajoute ainsi à la stupeur et au stress provoqué par la menace ressentie dans le cours de l'activité et contribue à fragiliser le statut ou la réputation de ces éleveurs et bergers, présentés (et parfois se considérant) comme des affabulateurs* », indique l'étude. Et d'ajouter : « *Quand les troupeaux sont attaqués, ce sont souvent les pratiques* (de garde et de protection des troupeaux, ndlr) *qui sont remises en question, notamment publiquement, dans les grands médias ou sur les réseaux sociaux. La prédation sur les troupeaux y est alors présentée comme un révélateur des dysfonctionnements de la profession, des incompétences des travailleurs voire de leur paresse. Ainsi, selon ces termes, éleveurs et bergers ne sont jamais vraiment des victimes de la prédation : ils en sont plutôt les premiers responsables.* » À tout cela s'ajoute pour les éleveurs la peur et la pression de mettre en péril l'exploitation agricole, plus particulièrement pour ceux qui se sont installés sur la ferme familiale.

Cacher les failles

Connus comme des « *durs au mal* », les éleveurs, et plus globalement les agriculteurs, ont bien souvent un rapport ambigu avec les prises en charge médicales. Parler de leur ressenti suite à des attaques de loups n'est pas chose aisée : d'un côté, ils souhaitent préserver leurs proches et ne pas leur montrer leurs failles, d'un autre, ils ne se sentent pas réellement compris par des professionnels de santé n'ayant pas connu pareille situation. L'étude, qui s'est appuyée sur des entretiens et des données statistiques auprès d'éleveurs et bergers, permet de montrer que la prédation est un facteur de stress physique et psychologique important. Les attaques, aussi violentes soient-elles, provoquent des sentiments de colère, de détresse, voire d'abattement chez les professionnels du pastoralisme. Au-delà de l'angoisse que la présence du loup entraîne, celle-ci cause, à force de répétition, un surmenage voire un burn-out ou un état dépressif. Mais cette étude montre également que « *l'impact sur la santé n'est pas strictement corrélé à la pression directe de la prédation. La nature et l'intensité des effets de la présence du loup sur la santé sont davantage corrélées au sentiment que l'éleveur ou le berger a de maîtriser la situation lupine dans ses dimensions pratiques (savoir faire face), mais aussi symboliques (pouvoir faire sens)* ». ■

Amandine Priolet

TÉMOIGNAGES / Dans les zones de présence du loup, les éleveurs subissent de plein fouet la pression de sa prédation. Une situation de stress permanent qui peut parfois être difficile à mesurer pour le reste de la société.

Éleveurs : un quotidien chamboulé par la prédation du loup

« *La première attaque dans le secteur a eu lieu en 1999, preuve que le sujet ne date pas d'hier. La dernière grosse attaque au sein de mon troupeau date de 2017, avec six brebis tuées, vingt-quatre blessées et sept disparues dans la nuit. J'ai eu d'autres attaques mais il faut bien avouer que ma meute de chiens, constituée de huit bergers d'Anatolie, fait preuve d'efficacité, même si cela ne fait pas tout* », raconte Nicolas Peccoz, éleveur ovin et berger, installé à Gigors-et-Lozeron (Drôme) au sein du Gaec du Savel. Chaque année, pendant un peu plus de quatre mois, il part en alpage en Savoie avec ses huit-cents bêtes et ses bergers d'Anatolie. Ancien co-président de la fédération départementale ovine drômoise, il connaît trop bien le sujet de la prédation : « *Ce sont toujours des moments compliqués à gérer. Mes brebis mères, je les connais toutes, et à chaque fois que l'une d'entre elles se fait croquer, c'est difficile. Ce n'est pas un simple numéro qui disparaît...* » Benjamin Mistri, installé en polyculture élevage sur la ferme SCEA La Cote à Claix en Isère, a quant à lui perdu seize brebis en octobre 2020. « *Nous vivons très mal cette pression de la prédation. Nous sommes chaque jour dans la peur et l'inquiétude d'une nouvelle attaque* », confie-t-il.

Une vie de famille fortement impactée

« *Nous ne sommes pas bien mentalement et cela affecte notre vie de A à Z, et d'autant plus la vie privée. Auprès de nos familles, c'est un sujet encore un peu tabou... On a envie d'en parler, mais on n'ose pas pour éviter de leur communiquer notre peur. Il n'est pas toujours facile de dire ce que l'on a au fond de nous* », poursuit Benjamin Mistri. Une situation vécue par Luc Etellin, à la tête d'un cheptel de 1 300 brebis mères sur la commune d'Aiton (Savoie). Chaque été, durant quatre mois, il mène une partie de son troupeau à Montsapey, en Maurienne. « *Je suis touché par la prédation depuis 2004. Je perds une cinquantaine de bêtes par an*, explique-t-il. *J'ai divorcé il y a cinq ans. Ce n'est pas entièrement à cause du loup, mais depuis qu'il est là, c'est très compliqué. Je vis dans la crainte, dans l'angoisse et cela joue forcément sur la vie de famille. Nous ne sommes plus les mêmes hommes et femmes, surtout en période d'estive.* » Face à une telle situation, l'éleveur savoyard regrette que « *les politiques en place fassent tout pour que l'année prochaine, il y ait toujours plus de loups. On ne nous dit pas clairement que l'on ne veut plus des éleveurs, mais je le ressens comme ça* ». À cinq ans de la retraite, Luc Etellin se dit usé par l'angoisse des attaques et les difficultés liées à la cohabitation avec les autres usagers de la nature. « *Le loup, c'est une plaie ouverte chez moi et elle ne se refermera jamais.* »

Le loup, un sujet encore tabou

Aujourd'hui encore, la société peine à comprendre les éleveurs touchés par cette pression de la prédation. « *Sur les réseaux sociaux, tout le monde a une idée sur tout. Il y a un énorme fossé entre ce que nous pouvons connaître au quotidien et ce que les citoyens peuvent percevoir. Les gens parlent d'un métier qu'ils ne connaissent pas, qu'ils ne maîtrisent pas. Même de vrais éleveurs ont du mal à comprendre ce que c'est d'être en situation de prédation tant qu'ils ne l'ont pas vécue. Après, les gens à qui l'on explique pourquoi le loup est un souci pour nous le comprennent assez bien même s'il y aura toujours des extrémistes* », ajoute Nicolas Peccoz. « *Nous vivons avec la non-compréhension des gens au quotidien, surtout les nouvelles générations. Les gens se nourrissent trop vite des discours de nos détracteurs, sans vraiment prendre le temps d'aller au contact des éleveurs* », regrette Benjamin Mistri. « *Bien souvent, il faut que les meutes de loups hurlent aux portes du village pour que les gens comprennent que les loups sont chez nous* », poursuit Nicolas Peccoz. Dans ce contexte, un suivi psychologique peut parfois être nécessaire, notamment pour les bergers isolés en montagne. « *Il reste plus facile d'échanger avec les collègues qui sont dans le même cas que nous qu'avec des personnes extérieures qui ne sont peut-être pas vraiment aptes à comprendre ce qu'il se passe sur le terrain* », conclut Nicolas Peccoz. ■

Les éleveurs ovins ont de plus en plus de mal à protéger leur troupeau de la prédation du loup.

Amandine Priolet

Une étude du centre Inrae Occitanie-Toulouse menée entre 2019 et 2021 **a mis en lumière le lien entre santé des éleveurs et impact de la prédation**. ©Archives AD

INTERVIEW / Parce que gérer seul la pression de la prédation du loup n'est pas simple, la MSA fournit aux éleveurs un accompagnement complet. Le point avec Michaël Lefebvre, responsable de la prévention des risques professionnels à la MSA Ardèche-Drôme-Loire.

Michaël Lefebvre (MSA) : “ Des leviers pour faire baisser la pression ”

En quoi consiste l'accompagnement de la MSA auprès des éleveurs ?
Michaël Lefebvre : « Le premier objectif, c'est de faire prendre conscience qu'il existe un vrai poids de la prédation sur la santé des éleveurs. Il y a d'abord ce que l'on appelle la prévention primaire. À part les mesures organisationnelles, ce sont avant tout des moyens de protection matériels pour éloigner le loup : parcs électrifiés, sources lumineuses et sonores, chiens de protection, munitions en caoutchouc... Cette prévention primaire s'accompagne d'une prévention secondaire voire tertiaire qui est plus psychologique. Cela se manifeste à la fois par le fait d'acquérir de l'information pour pouvoir mieux appréhender le sujet, mais aussi d'échanger avec des confrères qui vivent la même chose. Les réunions collectives sont souvent très efficaces et nous souhaitons en organiser une nouvelle d'ici la fin de l'année car elles permettent aux éleveurs de sortir de leur cadre professionnel, qu'ils aient déjà subi des attaques ou qu'ils craignent d'être un jour victimes de la prédation du loup. La MSA propose également un service d'écoute national baptisé Agri'écoute (09 69 39 29 19) qui permet de parler anonymement avec des bénévoles. »

Michaël Lefebvre de la MSA Ardèche-Drôme-Loire.

Comment se manifeste au quotidien le poids de la prédation ?
M.L. : « On parle surtout d'angoisses, qui en fonction des individus se manifestent différemment. La peur de ne pas savoir ce qu'il va se passer pendant la nuit, la crainte de trouver au réveil des bêtes mortes ou condamnées à être abattues après une attaque de loup. Les éleveurs touchés par la prédation parlent d'une expérience très traumatisante mais aussi d'une certaine solitude face à une menace qui les dépasse. Lorsque nous avions réalisé la vidéo "Attaques de loups, des morsures invisibles" en 2012, nous avions rencontré des éleveurs au bord des larmes qui ne savaient plus comment faire pour résoudre cette problématique qui impacte leur vie professionnelle et personnelle. Le fait d'être très encadrés dans les prélèvements de loups leur donne aussi l'impression qu'ils sont à la merci perpétuelle d'une attaque et qu'ils ne peuvent rien y faire. Notre rôle à MSA, c'est de leur montrer qu'il existe des leviers pour faire baisser la pression subie au quotidien. » ■

Propos recueillis par Pierre Garcia

La MSA aux côtés des éleveurs

Face aux attaques de loups de plus en plus courantes, la Mutualité sociale agricole (MSA) cherche à limiter les incidences sur la santé des éleveurs. Au début des années 2010, la MSA Ardèche-Drôme-Loire a réalisé un film intitulé « *Attaques de loups : des morsures invisibles* », pour sensibiliser et accompagner les éleveurs touchés par la prédation. Quelques années plus tard, la MSA Alpes du Nord a participé à la réalisation d'un film en partenariat avec le syndicat des éleveurs ovins de Savoie et la DDT de Savoie appelé « *Loups et éleveurs : la montagne en sursis* ». Outre ces actions de communication, la MSA joue avant tout un rôle d'accompagnement auprès des éleveurs. Pour ce faire, un numéro spécial « *MSA Détresse : 04 75 75 68 86* » est à la disposition des exploitants agricoles souhaitant obtenir un suivi psychologique et/ou médical. ■

A.P.

BILAN /

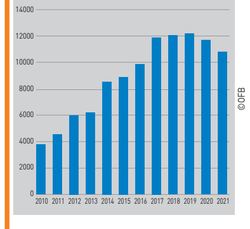
Le suivi du loup en 2021-2022

Pour l'hiver 2021-2022, le bilan du suivi hivernal estime la population de loups à 921 individus en sortie d'hiver, indiquait la préfecture Auvergne-Rhône-Alpes fin juin dernier. « *Durant la période hivernale 2021-2022, la mobilisation collective de l'ensemble des partenaires du réseau (éleveurs, chasseurs, représentants d'associations de protection de l'environnement) a permis de prendre en compte plus de 4 500 indices de présence (contre 2 600 en 2020 et 3 700 en 2021)* », précisait par ailleurs la préfecture régionale. Publiée tous les ans par l'OFB au mois de juin, cette estimation permet de définir le nombre maximum de loups pouvant être prélevés chaque année dans le cadre de la défense des troupeaux. À partir de cette nouvelle estimation et conformément à la législation qui fixe un plafond de prélèvement à 19 % de l'effectif, le préfet coordonnateur du Plan national loup a relevé le nombre maximal de loups pouvant être prélevés en 2022 de 118 à 174 individus.

Les attaques et indemnisations

Selon le suivi de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) Auvergne-Rhône-Alpes, au 31 mars 2022 (derniers chiffres disponibles), 444 constats d'attaques pour 1 446 victimes indemnisables (ou en cours d'instruction) ont été relevés sur l'ensemble du territoire français. Cela représente 43 constats et 306 victimes de plus qu'en 2020 à la même date.

Évolution du nombre d'animaux prédatés depuis 2010



En Auvergne-Rhône-Alpes, à la même date, la Dreal comptabilise 71 constats d'attaques et 236 victimes indemnisables ou en cours d'instruction dont 4 constats d'attaques et 13 victimes en Allier, 45 constats pour 183 victimes en Drôme, 2 constats pour 6 victimes en Haute-Savoie, 15 constats pour 25 victimes en Isère et 5 constats pour 9 victimes en Savoie. En Bourgogne-Franche-Comté, 11 constats pour 30 victimes indemnisables ou en cours d'instruction ont été relevés dont 2 constats d'attaques et 5 victimes pour le Doubs, 1 constat pour 3 victimes dans le Jura, 2 constats et 2 victimes dans la Nièvre, 5 attaques pour 19 victimes en Saône-et-Loire et en fin 1 constat pour 1 victime dans l'Yonne. ■

Christine Dézert